

VIE DES PARTIS

Une nouvelle plateforme politique voit le jour

Trois partis de l'opposition, l'Union pour la restauration du Congo, le Mouvement solidaire pour la République et l'Union des forces vives de la nation, forment désormais une nouvelle plateforme de l'oppo-



Dominique Basseyla (au centre)

sition congolaise dénommée le « Bloc des républicains ».

Présidé par Dominique Basseyla, ce groupement de formations politiques a tenu son assemblée générale constitutive le 17 août à Brazzaville.

Page 3

LUTTE CONTRE LE PALUDISME

Evaluation de la campagne de distribution des moustiquaires

Réunis en atelier hier à Brazzaville, les experts de santé ont procédé à l'évaluation de la récente campagne de distribution gratuite de moustiquaires imprégnées, en vue de corriger les failles constatées et d'envisager de nouvelles perspectives pour atteindre le maximum de Congolais.

Initiée en partenariat avec le Fonds mondial de lutte contre le VIH-sida, la tuberculose et le paludisme, à travers Catholic relief services, cette campagne vise à atteindre 90% des ménages, soit deux tiers de la population à protéger contre les piqûres des moustiques.

Page 7

EDITORIAL

Ritournelle !

Page 16

INFRASTRUCTURES

Le port fluvial d'Oyo mis en concession



Échange de parapheurs entre Guy Georges Mbacka et Amos Hadar/Adiac

La société Codexo Oyo group, concessionnaire du port fluvial d'Oyo, entend investir 15 milliards FCFA dans l'installation d'équipements de logistique moderne et la construction d'entrepôts.

La convention de mise en concession de cette infrastructure portuaire a été signée, le 17 août à Brazzaville, entre le ministre de l'Économie fluviale et des Voies navigables, Guy Georges Mbacka, et le directeur général de

Codexo Oyo group, Amos Hadar, qui s'est engagé, au nom de sa société, à opérer de façon régulière le dragage de l'embouchure de la rivière Alima et sécuriser le domaine de la concession.

Page 5

SALON DES MÉTIERS DU BOIS

Plus d'une centaine d'exposants au rendez-vous à Brazzaville

La troisième édition du Salon des métiers du bois (Sameb), ouverte le 16 août à Brazzaville, accueille plus d'une centaine d'exposants venus du Bénin, du Cameroun, des deux Congo (Brazzaville et Kinshasa), de Madagascar et du Sénégal.

Co-organisé par le ministère des Petites et moyennes entreprises, de l'Artisanat et celui de l'Économie forestière, le Sameb se veut un rendez-vous visant à promouvoir le génie créateur et le savoir-faire des artisans et professionnels des métiers du bois africains.



Les officiels visitant les stands/Adiac

Page 16

ÉDITORIAL

Ritournelle !

La question du déficit du personnel enseignant au Congo revient chaque année comme une ritournelle pour les ministères en charge de l'Éducation nationale, notamment dans les cycles primaire et secondaire. En dépit des quotas souvent réservés pour y faire face, l'espoir de combler cette carence qui s'est exacerbée entre 2010 et 2020 est encore bien loin.

Cette insuffisance constatée dans les écoles congolaises n'est pas sans incidence sur le système éducatif. Chez les apprenants, elle est en partie à l'origine de la baisse du niveau scolaire dans la mesure où les enseignants disponibles évoluant pour la plupart en alternance entre les écoles publiques et privées privilégient les établissements privés qui constituent pour eux des ressources additionnelles.

La difficulté à résoudre le manque d'enseignants relève également du fait que nombre d'entre eux se reversent, une fois recrutés, dans d'autres corps de métier qu'ils considèrent plus avantageux en termes de revenus. Les régies financières et la communication étant parmi les secteurs qui attirent le plus, il sied de mettre en place des mécanismes qui fassent que chacun puisse évoluer dans le domaine de sa compétence et selon sa formation de base.

En attendant d'y parvenir, la décision du ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation demandant à tous les candidats qui postulent au recrutement de servir dans les salles de classe peut être un début de solution. Elle devrait cependant être suivi d'effet au niveau du ministère de la Fonction publique de sorte que les recrues dans le quota de l'Enseignement aient le profil d'enseignant.

Tel est le combat sans faille que mènent depuis des années les syndicats des enseignants.

Les Dépêches de Brazzaville

PARLEMENT

Le projet de loi portant création du Cniac adopté

Le projet de loi portant création du Centre national d'inventaire et d'aménagement des ressources forestières et fauniques (Cniac), initié par le gouvernement conformément aux dispositions des articles 125 et 143 de la Constitution, a été approuvé le 11 août dernier au niveau des deux chambres du Parlement.

Le Cniac, établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière est placé sous la tutelle technique du ministère en charge des forêts et des finances.

C'est un outil important dans la mise en valeur de la politique de notre pays en matière de gestion des forêts, a indiqué le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion des peuples autochtones, Ange Aimé Wilfrid Bininga, devant les deux chambres du Parlement. Ce centre permet de façon prévisionnelle d'envisager les aires forestières qui devaient être aménagées afin de permettre leur mise en concession et donc leur exploitation. « Il s'agit également d'identifier les espèces fauniques, tout ce qui est oiseaux, animaux, tout ce qui peuple nos forêts et qui aujourd'hui est géré dans le cadre de nos parcs. Un outil qui mettra à disposition des données exploitables dans le cadre



Ange Aimé Wilfrid Bininga

de la mise en œuvre de la politique du chef de l'Etat de faire de notre pays une destination touristique par l'exploitation de nos forêts » a renchéri le ministre.

Le Cniac va aussi gérer le conflit homme-animal, procéder à la sensibilisation des populations riveraines, des populations autochtones, comme il procèdera à l'identification des aires protégées

qui font l'objet d'une gestion particulière. Il va également identifier les zones dévastées par les animaux, les concessions que notre pays exploitera dans le cadre de la mise en valeur de nos ressources naturelles ainsi que les personnes victimes des actes des pachydermes pour prendre en compte des préjudices subis par les populations.

Jean Jacques Koubemba

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Duryl Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndongidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

* Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

VIE DES PARTIS

Le « Bloc des républicains » porté sur les fonts baptismaux

Constitué de l'Union pour la restauration du Congo (URC), du Mouvement solidaire pour la République (MSR) et de l'Union des forces vives de la nation (Ufovina), le Bloc des républicains (LBR), un groupement des partis politiques de l'opposition, a été mis en place à l'issue de l'assemblée générale constitutive tenue le 17 août à Brazzaville.

Coordonné par le président de l'URC, Dominique Basseyla, LBR se veut être une organisation politique engagée à mener son action dans le respect « absolu des principes démocratiques et d'une démocratie consensuelle et de partage. » Pour parvenir à un assainissement du paysage politique congolais, la plateforme entend s'ouvrir avec les autres formations politiques pour œuvrer à des regroupements plus larges. « *Le Bloc des républicains va s'engager avec les autres forces politiques pour œuvrer à la sauvegarde de la paix, des libertés et de la stabilité des institutions. Car il s'agira aussi et surtout de barrer la route aux fauteurs de troubles, aux rêveurs qui pensent agir au nom du peuple alors qu'ils ne font que prospérer leurs intérêts. Ainsi, on évitera tout aventurisme politique au Congo qui mettrait en péril les acquis sociaux et économiques de la population et de notre pays* », peut-on lire dans la déclaration de constitution du LBR, appelant à la vigilance pour le triomphe d'une démocratie tenant compte



Les participants/Adiac

des réalités politiques, sociales et culturelles nationales.

Les responsables de ces trois partis politiques, notamment Armand Mpourou pour le MSR, Jean Michel Ebaka pour l'Ufovina et Dominique Basseyla pour l'URC ont aussi signé un accord politique dans lequel ils se sont engagés à préserver le climat de confiance. Ce qui passera nécessairement par la transparence et la sincérité dans les relations ; la capacité de chaque parti politique à privilégier les actions communes assurant la visibilité

de leur combat ; la mise en commun des moyens garantissant le succès de leurs actions.

Prôner le républicanisme social

Profitant de cette occasion, le coordonnateur de la nouvelle plateforme a annoncé la dissolution de l'Alliance de l'opposition démocratique (AOD), un groupement dont l'idéologie et le mode d'action n'ont pas été, selon lui, compris. L'AOD s'était retrouvée, a rappelé Dominique Basseyla, dans un positionnement politique à « *géométrie variable*

rendant opaque sa visibilité et son action. » « *En dissolvant l'Alliance de l'opposition démocratique et en abandonnant la social-démocratie, cette idéologie d'exportation qui ne cadre nullement avec la philosophie des sociétés africaines en général, et congolaise en particulier, le nouveau groupement politique que nous créons se donne comme ambition d'être à l'écoute de toute la classe politique sans exception, pour traiter de toutes les questions politiques sans tabou* », a préci-

sé le coordonnateur.

En effet, LBR a opté pour idéologie le républicanisme social, une doctrine qui met l'accent sur la participation de la population à la vie politique et le sacrifice des intérêts individuels en faveur du bien commun. Le président de l'URC a, par ailleurs, lancé un appel à tous les partis politiques au rassemblement pour, dit-il, « *construire une démocratie participative, de partage de responsabilités et des solidarités dans une République fraternelle.* » « *En créant Le Bloc des républicains, nous venons de poser les fondations d'un édifice nouveau, celui de la démocratie participative. Je sais d'avance que nous mettrons à profit nos énergies, nos intelligences et notre foi pour que la classe politique découvre cette doctrine nouvelle...* », a-t-il poursuivi.

Dominique Basseyla a, enfin, réitéré son soutien à l'action du président de la République, Denis Sassou N'Guesso. « *Nous restons convaincus que dans le contexte politique d'ensemble qui caractérise notre pays, lui seul garantit la paix à notre peuple et notre marche vers le développement* », a-t-il mentionné dans son discours.

Parfait Wilfried Douniama

CONGO-FRANCE

Encore des efforts à fournir dans le cadre de la diplomatie parlementaire

Arrivé au terme de son mandat de quatre ans en République du Congo, l'ambassadeur de France, François Barateau, qui a fait ses adieux le 17 août au président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, a souligné la nécessité de renforcer la coopération dans les domaines de la diplomatie parlementaire et des collectivités locales.

Selon le diplomate français en fin de mission au Congo, l'exécutif ne pouvant pas donner des ordres à l'Assemblée nationale, elle peut encourager les chambres parlementaires des deux pays à travailler mieux ensemble. « La coopération parlementaire est importante. J'estime, avec le président Isidore Mvouba, qu'elle n'est pas suffisante pour l'instant entre la France et le Congo. Très honnêtement, elle n'est pas à la hauteur de notre relation, par ailleurs, qui est très intense. Donc lui et moi, nous avons convenu qu'il fallait sans doute faire un effort sur ce sujet-là comme d'ailleurs nous l'avons évoqué avec le président du Sénat, c'était le même constat, c'est-à-dire nous pouvons mieux faire entre les deux chambres des deux pays. Il y a eu un petit frémissement, le président Mvouba était en France il y a quelques semaines à peine, je crois qu'il faut qu'on accentue ce genre d'initiative », a expliqué François Barateau à la presse. Il a également évoqué la nécessité de faire un effort sur la coopération décentralisée entre les collectivités territoriales. La coopération qui existe n'est pas suffisante. « *Nous avons une quinzaine ou une vingtaine de jumelages qui sont sur les papiers, mais qui ne sont pas très actifs, il faut le recon-*

naître. Je pense qu'il y a une large progression à encourager pour qu'ils fonctionnent », a-t-il plaidé.

Esquissant en quelque sorte son bilan des quatre ans passés au Congo, il a rappelé que le partenariat entre les deux pays est tellement riche. Il entend léguer à son successeur, dans le rapport de fin de mission, quelques axes d'efforts qui méritent d'être menés. François Barateau pense, entre autres, au soutien de l'engagement du pays dans la protection et la valorisation du bassin du Congo, notamment les forêts et tourbières. Il a ensuite noté la diversification économique qui nécessite, d'après lui, un engagement très fort et continue dans la formation professionnelle des jeunes, car il s'agit d'un point bloquant qu'il faut traiter.

Aider le Congo à moderniser sa gestion publique

« *Nous sommes déjà présents dans la formation professionnelle, notamment à côté des CEFA, je souhaite que nous la renforçons davantage. Je pense aussi à la modernisation de la gestion de l'Etat, non pas seulement en rapport avec le programme avec le Fonds monétaire international (FMI), car il s'agit de réformer la gouvernance publique. Le Premier ministre a*



François Barateau faisant ses adieux à Isidore Mvouba

présenté au Parlement le 12 août le budget-programme ministériel, c'est une nouveauté, une nouvelle façon de gérer l'argent de l'Etat et c'est nécessaire. Cela apporte la transparence et la redevabilité. Donc, la France aux côtés d'autres partenaires via le FMI, doit aider le Congo à moderniser sa gestion publique », a-t-il poursuivi.

La France devrait aussi continuer à travailler au Congo dans le cadre du renforcement des capacités de certaines administrations à l'instar de la justice et de la police où elle appuie le projet de professionna-

lisation de la police pour qu'elle soit plus efficace et à être plus au contact des citoyens. Elle accompagne également le ministère de l'Economie et des Finances ainsi que celui de la Culture dans la formation des agents et le renforcement des capacités des administrateurs. La France est aussi présente au Congo dans le domaine social en soutenant les populations les plus vulnérables à travers les filets sociaux, comme Lisungi et Téléma. « *Nous sommes un peu à l'origine de ces projets, j'en suis très fier et souhaite que nous soyons toujours*

là présents. Je pense aussi aux infrastructures sociales de base qui sont lourdes en termes financiers. C'est par exemple l'accès à l'électricité, à l'eau, les voiries, la Corniche... Ce sont des choses fondamentales pour donner une impulsion à la modernisation du Congo et faire en sorte que le citoyen congolais de base sente que les choses changent dans sa vie quotidienne. Je pense que c'est un peu notre principe d'action », a conclu François Barateau qui va quitter Brazzaville la semaine prochaine.

P.W.D.

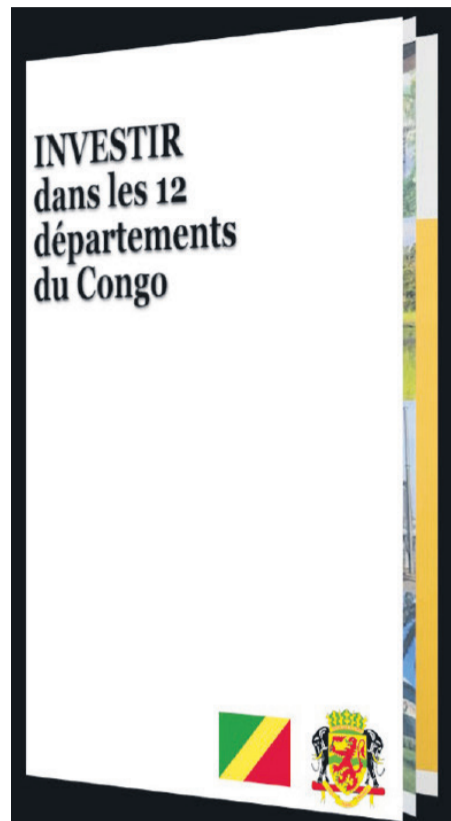
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

«Investir dans les 12 départements du Congo», une brochure pour mieux connaître le Congo profond

Le Congo célèbre, cette année, le 63^e anniversaire de son accession à la souveraineté internationale. Afin d'apporter son modeste grain de sel dans cette célébration, le Ministère de l'Économie et des finances, aux destinées duquel le président Jean-Baptiste ONDAYE a commis une équipe d'experts en vue d'élaborer l'ouvrage intitulé «Investir dans les 12 départements du Congo». Cet ouvrage est une invitation à mieux connaître le Congo profond, par l'exploration de ses départements, véritables fresques vivantes marquées par la richesse et la diversité de ses cultures, la variété des paysages.

Quel est donc le bien-fondé de cet ouvrage? «La République du Congo s'est fermement engagée à mettre en œuvre les politiques nécessaires pour préserver la stabilité macroéconomique, promouvoir une croissance durable et inclusive, et consolider les progrès dans la réduction des vulnérabilités de la dette.

La conclusion satisfaisante de trois revues successives et du programme de réformes économiques et financières avec les institutions de Bretton Woods traduisent cette volonté. Ainsi, tout en restructurant son économie, le Congo implémente le Plan National de Développement (PND 2022-2026) qui vise à consolider davantage les bases d'une économie plus inclusive et plus équitable, pour relever les défis multiples, à savoir: les inégalités et la pauvreté, le changement climatique et



la protection de la biodiversité. A cet égard, la promotion du développement local, corollaire de la décentralisation, figure en bonne place dans les préoccupations prioritaires du Gouvernement. Prévue par la Constitution, la décentralisation est, en effet, prônée dans le projet

de société de Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, Président de la République, dénommé «Ensemble poursuivant la marche».

Malgré les efforts consentis dans le cadre du développement local, les disparités entre les différents départements du Congo demeurent, avec, d'une part, Brazzaville et Pointe-Noire qui concentrent l'essentiel des richesses, en termes de population, d'infrastructures et de revenus, et, d'autre part, les autres départements qui, pourtant, regorgent de potentialités, parfois méconnues, qui ne demandent qu'à être exploitées.

«Investir dans les 12 départements du Congo», se veut être un guide permettant de mieux faire connaître l'environnement des affaires dans les douze départements du Congo, y compris les richesses culturelles et touristiques, d'une part, et d'attirer les potentiels investisseurs, d'autre part.

Ainsi, cet ouvrage est une invite à mieux connaître le Congo profond, par l'exploration de ses départements, véritables fresques vivantes marquées par la richesse et la diversité de ses cultures, la variété des paysages.

Du nord au sud et de l'est à l'ouest, des infrastructures essaient le pays; les routes, ponts, ports, aéroports, stades, barrages hydroélectriques, hôpitaux, etc. Autant de fleurons qui témoignent de l'au-



dace et du génie de son peuple, éclairé par un management visionnaire, engagé dans la réalisation d'un grand et noble dessein national incarné par le projet de société du Chef de l'Etat.

Le lecteur y découvrira un pays qui, sans complexe, avance avec assurance, proclame ses ambitions, affiche sa modernité et s'emploie à relever les défis qui se dressent sur la voie de son développement.

C'est ce Congo-là, havre de paix, terre d'accueil, terre d'hospitalité, terre d'investissements, qu'«Investir dans les 12 départements du Congo» vous invite à découvrir.

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



TRANSPORT FLUVIAL

La gestion du port autonome d'Oyo cédée à Codexo

La convention de mise en concession a été signée, le 17 août, à Brazzaville, entre le ministre de l'Économie fluviale et des Voies navigables, Guy Georges Mbacka, et le directeur général de Codexo Oyo group, Amos Hadar. Le concessionnaire compte investir 15 milliards de francs CFA dans l'installation des infrastructures logistiques modernes, la construction d'entrepôts...

À travers la convention de concession des activités d'exploitation et de maintenance du port autonome d'Oyo, l'État et la société Codexo ont convenu de relancer les activités portuaires et la navigation intérieure. Outre la logistique et les entrepôts de stockage, Codexo s'est aussi engagée à opérer de façon régulière le dragage de l'embouchure de la rivière Alima, à sécuriser le domaine de la concession et à mettre en exploitation des équipements de manutention existants restés longtemps inexploités.

Cette étape de mise en concession de ce port secondaire intervient plus d'une année après la signature, en juillet 2022, du protocole d'accord entre les deux parties. Si les annonces sont suivies d'effet, le projet de concession du port d'Oyo contribuerait, sans nul doute, à redynamiser le transport fluvial au niveau national, à baisser les coûts de transport des produits

entre Oyo et Brazzaville, à améliorer le pouvoir d'achat de la population locale avec des effets sur l'emploi.

Pour le ministre Guy Georges Mbacka, la relance de cette infrastructure portuaire, située dans le département de la Cuvette, va permettre à la République du Congo de redorer son rôle de pays de transit dans la sous-région d'Afrique centrale. « Notre vision est de faire de ce secteur d'activité un levier solide de l'économie nationale, afin qu'il puisse contribuer de manière significative au développement du pays. Nous constatons avec beaucoup de satisfaction que cette vision est largement partagée par la société Codexo Oyo group qui se propose d'accompagner le gouvernement à relever ces défis », a-t-il déclaré.

Mis en service par le chef de l'État en août 2017, le port d'Oyo a été transformé en entité auto-



Échange de parapheurs entre Guy Georges Mbacka et Amos Hadar/Adiac

nome par la loi n°24-2019 du 12 juillet 2019. Mais à ce jour les activités portuaires ne se sont pas montrées à la hauteur des ambitions de l'État propriétaire. À en croire le directeur général de Codexo, Amos Hadar, les

chantiers vont être accélérés de sorte que le port d'Oyo s'ouvre au public au plus tard avant la fin de l'année. « Il n'y a pas de raison que les opérateurs économiques publics et privés ne puissent pas utiliser le port

autonome d'Oyo. Nous allons également investir en faveur de la population riveraine, dans l'agriculture et d'autres secteurs de développement local », a assuré Amos Hadar.

Fiacre Kombo

POOL

Des actions correctives attendues pour l'éducation non formelle

Après avoir évalué l'action pédago-andragogique dans le département du Pool, la directrice générale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle, Laure Yoka Matongo, a indiqué que les choses devraient être améliorées pour mieux amorcer la prochaine rentrée des classes.

« Nous avons répertorié toutes les préoccupations évoquées par les directeurs et les animateurs des centres d'alphabétisation et de rescolarisation du Pool de manière à nous préparer pendant les vacances, à mettre en place des stratégies pour répondre à ces préoccupations. Il s'agit de faire en sorte que les approches d'alphabétisation et de l'éducation non formelle soient confortées et redéployées pour répondre aux attentes de l'ensemble de la communauté », a fait savoir Laure Yoka Matongo, à l'issue de l'échange avec les directeurs et animateurs des centres d'alphabétisation et de préscolarisation à Kinkala, dans le département du Pool, qui compte une trentaine de centres.

Les préoccupations évoquées par les directeurs et les animateurs des centres d'alphabétisation et de rescolarisation



Évaluation de l'action pédago-andragogique dans le Pool/Adiac

du Pool sont en effet liées, entre autres, au déficit des animateurs, au manque de structures d'encadrement et de matériel didactique. Dans le département, neuf centres sont fermés par manque d'ani-

mateurs. « Quand un centre n'a qu'un seul animateur, il est difficile d'encadrer les enfants », a souligné Valérie Okogna, une animatrice de l'un des centres d'alphabétisation et de rescolarisation

du Pool en saluant l'initiative de la direction générale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle qui permet aux acteurs de voir ensemble quels sont les éléments de réponse à apporter face aux dif-

férentes préoccupations.

Il convient de rappeler que l'évaluation faite par la directrice générale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle est un bilan de l'action pédago-andragogique 2022-2023 suite à la publication des résultats des examens d'Etat. Au baccalauréat, le département du Pool a occupé la onzième place avec un taux de réussite de 42,38% tandis qu'au brevet d'études du premier cycle ce département est arrivé en quatrième position avec un taux de réussite de 70,98%.

En réalité, les défis à relever pour la direction générale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle sont grands non seulement dans le département du Pool, mais aussi dans d'autres localités. Des actions correctives nécessitent donc des moyens conséquents pour parvenir à relever ces défis.

Rominique Makaya

« Quand un centre n'a qu'un seul animateur, il est difficile d'encadrer les enfants »

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

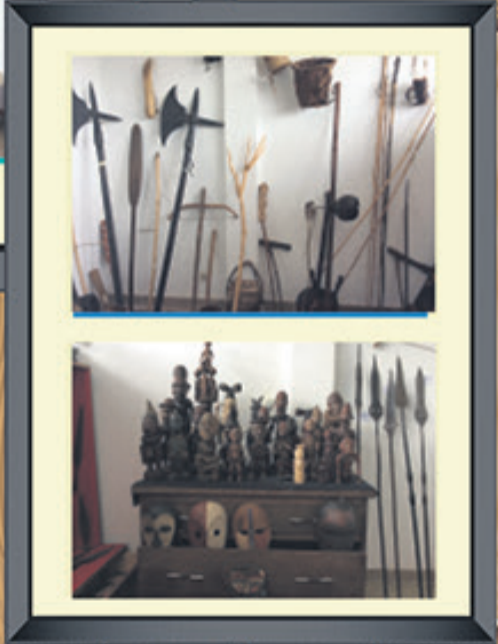
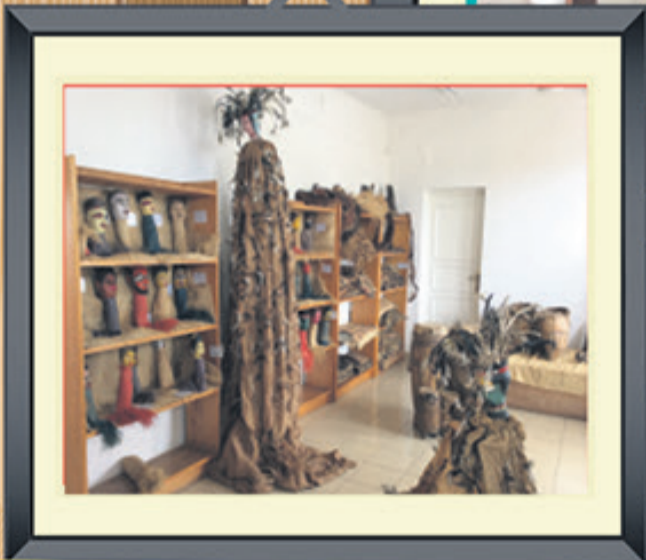
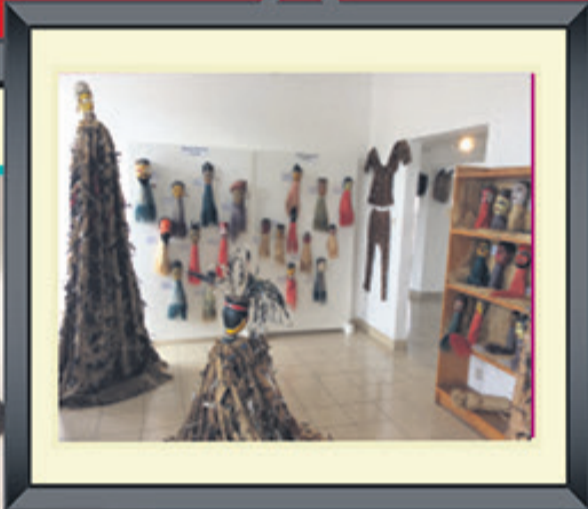
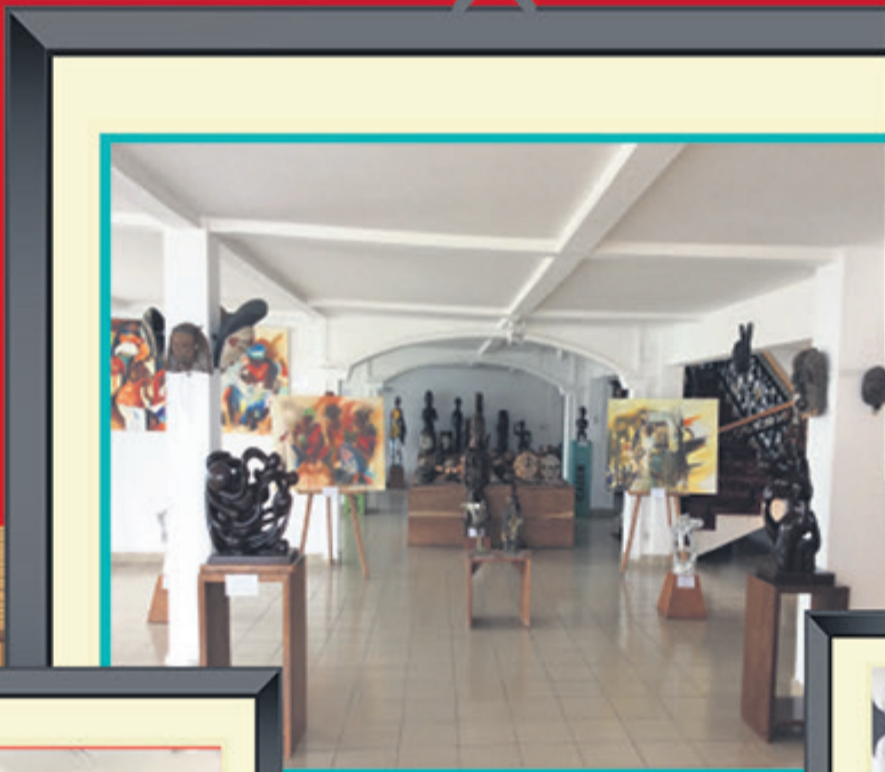
SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

Musée du Bassin du Congo



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

LUTTE CONTRE LE PALUDISME

Évaluation de la campagne de distribution des moustiquaires

Les experts de la santé se sont réunis, le 17 août, à Brazzaville en atelier pour valider les données de la campagne de distribution gratuite de masse des moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action.

L'objectif est d'apprécier l'organisation, la mise en œuvre ainsi que les résultats de la campagne pour des éventuelles améliorations pour des campagnes futures.

Il s'agit également de partager les résultats de la campagne par département, ressortir la synthèse des réalisations, défis et leçons apprises et recommandations par département et pour l'ensemble de la campagne, valider les données de la campagne par département et de manière globale ainsi que rédiger le rapport de l'atelier. La campagne gratuite de masse des moustiquaires imprégnées d'insecticide sur l'ensemble du pays a été lancée officiellement à Pointe-Noire en août dernier par le gouvernement en partenariat avec le Fonds mondial à travers Catholic relief services.

Le but était de donner à au moins 90% des ménages des moustiquaires imprégnées et de s'assurer qu'ils dorment sous ces moustiquaires, soit 6 064 531 personnes à protéger des piqures de



Des participants/Adiac

moustiques.

Le financement obtenu par le gouvernement congolais du Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida tuberculose et le paludisme pour lutter contre la malaria va de la période de 2021 à 2023. L'atelier regroupe du 17 au 20 août les experts venus des différents départe-

ments du pays. Les travaux ont été ouverts par le directeur des soins de santé primaire, le Dr Martin Mabiala.

Il a rappelé dans son allocution d'ouverture que le paludisme demeure un véritable problème de santé publique. En effet, poursuit-il, toutes les couches de la population sont exposées au

risque de contracter cette maladie, les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et les couches les plus vulnérables.

« Le paludisme est la première cause des consultations avec 59% de cas, première cause d'hospitalisation avec 64,8% et première

cause de mortalité avec 18,4% ; la situation est encore plus dramatique chez les enfants de moins de cinq ans avec 28% de décès d'après le rapport du Programme national de lutte contre le paludisme 2022 », a-t-il indiqué.

Lydie Gisèle Oko

LUTTE CONTRE LE DIABÈTE

L'Association femmes de cœur bientôt sur le champ de bataille

Après avoir lancé officiellement ses activités le 15 juillet à Brazzaville, l'Association femmes de cœur (AFC) «La voix des sans voix» que dirige Laetitia Gassaki s'apprête à mener des actions de grande envergure dans la lutte contre le diabète et l'encadrement des filles mères.

L'association, qui s'est fixé les objectifs d'accompagner, de suivre les filles mères et de mener les actions liées à la sensibilisation aux dangers du diabète, se prépare pour des grandes actions. Pour ce faire, l'AFC a étalé récemment lors du lancement officiel de ses activités son plan d'actions. En effet, Laetitia Gassaki s'est inspirée de la citation de l'ancien président américain, John Fitzgerald Kennedy : « Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous. Demandez plutôt ce que vous pouvez faire pour votre pays » qui turlupinait son esprit, pour se questionner sans cesse sur comment se rendre utile à son prochain qui est dans le besoin en République du Congo. En tant que femme et mère, elle a toujours été animée par une grande envie de donner, de partager et de s'impliquer dans la vie sociale.

Deux causes ont trouvé écho dans son cœur. La première est la précarité des filles mères. Elles sont victimes d'une double peine due au désengagement de la responsabilité de leurs partenaires et l'abandon de leurs familles. Et la seconde porte sur la question du diabète et de ses ravages. Etalant les différentes actions à mener, la présidente de l'AFC a fait savoir qu'en ce qui concerne la réinsertion sociale et professionnelle des filles mères, son association s'engage à mener des actions suivantes : mettre en place un centre d'accueil nommé "Maison



Les femmes de cœur posant avec les invités/DR

du cœur" qui donne accès à une prise en charge psychologique, c'est-à-dire un lieu d'accompagnement, de conseils, de réconfort et d'écoute ; mener des campagnes de sensibilisation à l'éducation sexuelle ; faire face au décrochage scolaire en encourageant à la reprise des études, si possible, et d'autres seront orientées vers des activités génératrices de revenus immédiats telles que la coiffure, la couture. Pour financer ses actions, l'association compte organiser chaque année plusieurs événements comme des concerts caritatifs, des repas solidaires et les éditions du "Grand marché de cœur", qui est un projet social de vente de vêtements d'occasion et bien d'autres articles à des prix dérisoires.

S'agissant des questions de sensibilisation au diabète, l'AFC

organise des actions telles que la grande marche de santé, les éditions des grandes campagnes de sensibilisation, des conférences-débats pour informer, sensibiliser et prévenir la population ; d'instaurer des partenariats et des échanges avec d'autres associations à l'étranger en lien avec cette pathologie ; se battre pour obtenir de l'État la prise en charge des soins et la gratuité de l'insuline ; créer plus tard la "Maison du patient" qui sera un lieu de rencontre et d'écoute. Ce sera un centre d'information qui abordera avec les malades les questions liées à la nutrition, l'obésité, l'activité physique et les risques cardio-vasculaires.

Une représentation théâtrale pour édifier les Congolais

La soeur Crédo et son groupe ont

joué une pièce de théâtre sur le diabète, une manière de mettre les gens en garde pour cette maladie qui tue. A travers cette pièce de théâtre, elle a expliqué les méfaits du diabète et comment les gens l'interprètent, car il y en a qui disent qu'ils ont été ensorcelés, d'autres encore disent que c'est le sida parce que la personne a maigri alors que le diabète a certains symptômes qui sont similaires à ceux du sida. « J'ai sensibilisé pour dire aux gens de faire très attention parce que le diabète tue à petit feu. Il faut faire très attention avec notre alimentation. Il faut beaucoup pratiquer le sport, parce que c'est très important pour éviter le diabète. 80% des familles africaines ont des parents qui ont souffert du diabète, faisons attention », a déclaré la soeur Crédo.

Pour Laetitia Gassaki, l'envie est une question de cœur. Soutenir et servir les fils et les filles du Congo est un désir qu'elle avait toujours dans son cœur, parce qu'elle savait qu'il y avait une problématique. « Le vouloir vient toujours d'un problème et quand il y a un problème, il faut trouver une solution. Mon but est d'éclairer la population sur ce fléau sournois. Nous souhaitons informer les familles que l'on peut vivre longtemps avec le diabète, si on est correctement suivi et prompt à respecter les préconisations d'une bonne hygiène alimentaire et de vie », a-t-elle conseillé.

Venue pour soutenir Laetitia Gassaki, Colette Victorine Peuwo s'est dite très heureuse de voir une femme qui vit depuis des années en France avoir l'amour pour sa population. Pour elle, le fait que Laetitia Gassaki est revenue apporter un plus sur le traitement du diabète au Congo, regrouper et encadrer les filles mères, cela montre tout simplement que quand on part, on n'oublie pas le derrière. « Laetitia Gassaki a eu cet amour de revenir au pays travailler dans ce sens. Aller et oublier le derrière c'est très mauvais, mais aller et revenir travailler pour le pays, c'est ce que nous voulons d'ailleurs. Je loue son courage », a-t-elle déclaré.

Bruno Okokana



Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

NIGER

L'Union africaine s'oppose à l'intervention militaire

A l'issue d'une réunion « tendue » et « interminable », selon des diplomates, le CPS, organe chargé de statuer sur les questions de règlement des conflits, a refusé l'usage de la force.

Le Conseil de paix et de sécurité (CPS), organe de l'UA chargé de statuer sur les questions de règlement des conflits, a tenu une réunion pour s'y pencher. La réunion a débouché sur une opposition du CPS à l'usage de la force au Niger. Tout en étant opposé à une intervention armée au Niger, le CPS a quand même décidé de suspendre le Niger de toutes les instances de l'Union africaine. Selon plusieurs sources, l'Union africaine rejette l'idée d'une intervention militaire au Niger et se désolidarise donc du positionnement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

Cette position de l'Union africaine satisfera, à coup sûr, la majorité des populations de la sous-région ouest-africaine. En effet, depuis que la Conférence des chefs d'État de la Cédéao a commencé par brandir la menace d'une intervention

militaire, les populations n'ont cessé de crier leur opposition pour essayer d'en dissuader les dirigeants. Mais, cela ne les a pas empêchés d'activer, jeudi dernier, la force en attente de l'Organisation régionale.

Depuis le coup d'Etat des putschistes, Dakar, Abuja et Yamoussoukro envisagent l'option militaire. Alors que l'option d'une intervention militaire est toujours sur la table de la Cédéao.

A Niamey, les habitants de la capitale appellent au recrutement massif de volontaires « pour aider l'armée à faire face à la menace croissante du bloc régional d'Afrique de l'Ouest, la Cédéao, qui déclare qu'elle utilisera la force militaire si la junte ne rétablit pas le président déchu Mohamed Bazoum ».

L'initiative vise à recruter des dizaines de milliers de volontaires dans tout le pays « pour défendre le Niger, afin de

combattre, d'aider aux soins médicaux et de fournir une logistique technique et d'ingénierie, entre autres fonctions, au cas où la junte aurait besoin d'aide. C'est une éventualité. Nous devons être prêts à chaque fois que cela se produira », a déclaré Amsarou Bako, l'un des fondateurs du mouvement.

La campagne de recrutement sera lancée le 19 août à Niamey ainsi que dans les villes où les forces d'invasion pourraient entrer, comme près des frontières avec le Nigeria et le Bénin, deux pays qui ont déclaré qu'ils participeraient à une intervention. Toute personne âgée de plus de 18 ans peut s'inscrire et la liste sera remise à la junte pour qu'elle puisse faire appel à des personnes en cas de besoin, a indiqué Bako. « La junte n'est pas impliquée, mais elle est au courant de l'initiative », a-t-il ajouté.

Yvette Reine Nzaba

GUINÉE

L'UE apporte 40 millions d'euros pour l'éducation et la protection de la biodiversité

Un programme sectoriel en matière d'éducation et de protection de la biodiversité en Guinée sera financé à hauteur de 40 millions d'euros par l'Union européenne (UE), a-t-on appris mercredi de source officielle à Conakry.

Une première tranche de 14 millions d'euros devrait permettre au gouvernement de transition de faire face aux menaces de dégradation et de destruction de l'environnement et de la biodiversité à travers le pays, selon la ministre du Plan et de la Coopération internationale, Rose Pola Pricemou.

La savane, la mangrove et la forêt sont les trois paysages qui seront essentiellement pris en compte dans la mise en œuvre de ce projet ciblant les réseaux des zones protégées en Guinée.

«Les défis climatiques sont au cœur de nos préoccupations et nous travaillons en synergie avec nos partenaires pour venir au bout desdits défis», a dit Mme Pricemou en remerciant tous les partenaires qui financent les grands projets de développement en Guinée.

Selon elle, une seconde tranche de 26 millions d'euros

sera consacrée au soutien du programme décennal de l'éducation sur la période 2020-2029 sur l'ensemble du territoire. Elle a souligné que ces deux axes du programme de développement étaient conformes avec les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU.

Un programme sectoriel en matière d'éducation et de protection de la biodiversité en Guinée sera financé à hauteur de 40 millions d'euros par l'Union européenne (UE), a-t-on appris mercredi de source officielle à Conakry.

Une première tranche de 14 millions d'euros devrait permettre au gouvernement de transition de faire face aux menaces de dégradation et de destruction de l'environnement et de la biodiversité à travers le pays, selon la ministre du Plan et de la Coopération internationale, Rose Pola Pricemou.

La savane, la mangrove et la forêt sont les trois paysages qui seront essentiellement pris en compte dans la mise en œuvre de ce projet ciblant les réseaux des zones protégées en Guinée. «Les défis climatiques sont au cœur de nos préoccupations et nous travaillons en synergie avec nos partenaires pour venir au bout desdits défis», a dit Mme Pricemou en remerciant tous les partenaires qui financent les grands projets de développement en Guinée.

Selon elle, une seconde tranche de 26 millions d'euros sera consacrée au soutien du programme décennal de l'éducation sur la période 2020-2029 sur l'ensemble du territoire. Elle a souligné que ces deux axes du programme de développement étaient conformes avec les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU.

Tchiani rencontre un émissaire de la Communauté des États de l'Afrique centrale

Le président du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CSNP) formé par les rebelles nigériens, le général Abdourahamane Tchiani, a rencontré le ministre des Affaires étrangères du Gabon, Herman Imongo, à Niamey, rapporte la chaîne de télévision RTN.

M. Imongo est arrivé dans la capitale nigérienne en tant qu'envoyé spécial du président gabonais Ali Bongo Ondimba, qui assure actuellement la présidence de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). M. Imongo a transmis un message du président Ondimba adressé à Tchiani. Le contenu de la conversation n'a pas été rapporté.

M. Imongo s'est également rendu à Abuja cette semaine en tant qu'envoyé spécial du président gabonais et a rencontré son homologue nigérian et président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), Bola Tinubu. Le diplomate gabonais a noté le rôle de la Cédéao et du président Tinubu dans les mesures prises pour restaurer la démocratie au Niger, ajoutant que «le président Bongo et la CEEAC soutiennent pleinement toutes les résolutions de la Cédéao». «Le président Bongo suit vos efforts et ceux des autres dirigeants de la Cédéao sur la situation au Niger. Le président Bongo et la CEEAC condamnent fermement le coup d'État au Niger. Il m'a envoyé ici pour vous dire qu'il soutient la Cédéao et votre leadership dans ce que vous faites pour assurer la restauration de l'autorité démocratique au Niger», a déclaré le ministre des Affaires étrangères.

Les rebelles nigériens ont annoncé le 26 juillet au soir la destitution du président Mohamed Bazoum, la fermeture des frontières, l'introduction d'un couvre-feu, la suspension de la Constitution et l'interdiction de tous les partis politiques. Deux jours plus tard, ils ont proclamé chef d'État le général Abdourahamane Tchiani qui a dirigé la garde présidentielle. Les dirigeants de la Cédéao, dont fait partie le Niger, ont exigé que les rebelles libèrent le président Mohamed Bazoum avant le 7 août, notamment en menaçant de recourir à la force.

L'ultimatum de la Cédéao n'ayant pas été respecté, les dirigeants de la communauté se sont à nouveau réunis à Abuja, la capitale nigérienne, le 10 août. Au terme de ces discussions, le président ivoirien Alassane Ouattara a déclaré qu'il était convenu de lancer une opération militaire au Niger «dès que possible».

À la lumière de ces déclarations, le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CSNP) a ordonné la mise en état d'alerte de l'armée. Cependant, le premier ministre du gouvernement rebelle, Ali Lamine Zeine, a déclaré être prêt à entamer des pourparlers avec la Cédéao.

TASS

ETHIOPIE

L'UA appelle à un cessez-le-feu immédiat dans la région d'Amhara

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, a appelé mercredi les parties en conflit en Ethiopie à cesser immédiatement les combats et à assurer la protection des civils.

Cet appel de M. Faki Mahamat fait suite à plusieurs jours de combats dans des petites villes d'Amhara, deuxième région la plus peuplée du pays, entre les forces fédérales et la milice locale connue sous le nom de Fano.

Dans un communiqué publié mercredi, M. Faki Mahamat a déclaré qu'il suivait «de très près, avec une grave préoccupation, les affrontements militaires qui se poursuivent dans la région d'Amhara en Ethiopie».

Il a réaffirmé le ferme attachement de l'UA à l'ordre constitutionnel, à l'intégrité territoriale et à l'unité et la souveraineté nationale de l'Ethiopie, afin d'assurer la stabilité du pays et de la région. Il a également appelé les parties au conflit dans la région d'Amhara à entreprendre un dialogue pour parvenir à une solution pacifique. M. Faki Mahamat a réaffirmé que l'UA restait prête à soutenir une initiative inter-éthiopienne dans la poursuite de la paix et de la stabilité. Le Comité international de la Croix-Rouge a rapporté mercredi que les hôpitaux étaient confrontés à une pression accrue en raison de l'afflux de patients présentant des blessures liées aux combats dans la région d'Amhara.

Xinhua

JOURNÉE DE LA SADC

Félix Tshisekedi : « L'industrialisation est une priorité pour notre région »

Dans son message adressé à l'occasion de la journée de la Communauté de développement d'Afrique australe (Sadc) 2023, le président sortant de cette organisation, le chef de l'Etat congolais, Félix-Antoine Tshisekedi, a estimé que l'industrialisation est nécessaire pour soutenir l'intégration régionale.

La Journée de la Sadc est une commémoration annuelle depuis la décision du 14e sommet, tenu en août 1994, de déclarer le 17 août comme étant la journée de la Sadc, en l'honneur du bon travail accompli par l'organisation pour promouvoir le développement et l'unité dans la région. En même temps, le 43e sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Sadc se tient à Luanda en République d'Angola, ce même 17 août 2023, sur le thème « *Capital humain et financier : les principaux moteurs d'une industrialisation durable dans la région de la Sadc* ». Ce thème vise à aborder deux des facteurs les plus importants pour soutenir l'industrialisation régionale, à savoir des ressources humaines adéquates en termes de nombre et de capacité technique dans le contexte du changement climatique et de la quatrième révolution industrielle, et des ressources financières adéquates pour garantir des mécanismes de financement plus durables.

Au cours de ce 43e sommet, João Manuel Gonçalves Lourenço, président de la République d'Angola, succédera à la présidence de la Sadc à Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, président de la République démocratique du Congo.

Une paix et une sécurité relativement stables

Dans son message, Félix Tshisekedi a indiqué que la Sadc connaît une paix et une sécurité relativement stables, malgré les menaces récurrentes qui pèsent sur la sécurité de certains États membres de la Sadc, dont la République démocratique du Congo



(RDC) et le Mozambique, où des groupes armés continuent de causer d'innombrables souffrances parmi les civils, en particulier les femmes et les enfants. Néanmoins, a-t-il fait savoir, malgré certains défis, la Sadc continue de bien se porter, comme le montre l'indice d'intégration régionale multidimensionnelle de la commission de l'Union africaine, qui a attribué une note élevée à la Sadc en matière d'intégration régionale, notamment en ce qui concerne l'intégration financière, infrastructurelle, commerciale et environnementale. « *En tant que communauté régionale unie de 16 États membres, avec un produit intérieur brut*

Le président sortant de la Sadc et chef de l'Etat congolais, Félix Tshisekedi Crédits Photo Sadc combiné d'environ 720 milliards de dollars et une population totale de plus de 360 millions de personnes, dont 75 % sont des jeunes, nous disposons d'un marché dont le potentiel pour l'investissement et le développement économique est considérable », a expliqué le président sortant de cette organisation, tout en reconnaissant que Les incertitudes et les risques pèsent toujours lourdement sur les économies de la région, avec une inflation élevée, une croissance faible et les effets du changement climatique qui affectent les vies et les moyens de subsistance.

Améliorer le déploiement des

programmes d'industrialisation et d'intégration des marchés

L'industrialisation est une priorité pour la région, car elle est nécessaire pour soutenir l'intégration régionale, a déclaré Félix Tshisekedi. À cet égard, rappelle-t-il, pour le 42e sommet ordinaire de la Sadc en 2022, la RDC s'est concentrée sur le thème « *Promouvoir l'industrialisation grâce à la transformation agroalimentaire, à la valorisation des minéraux et du développement des chaînes de valeur régionales pour une croissance économique inclusive et résiliente* ». Ce thème, selon le président sortant de la Sadc, a pris en compte la nécessité d'améliorer

le déploiement des programmes d'industrialisation et d'intégration des marchés de la Sadc, tels qu'ils figurent dans le Plan indicatif régional de développement stratégique (RISDP, 2020-2030) de la Sadc. « *Ce thème visait également à faire avancer la mise en œuvre de la stratégie et de la feuille de route d'industrialisation de la Sadc, qui aiderait les économies de la région à se diversifier et à se détacher de la dépendance à l'égard des produits de base primaires, tels que les minéraux bruts et les produits agricoles, pour se concentrer sur des biens manufacturés à forte valeur ajoutée* », a-t-il souligné.

Exploiter le capital humain et financier

Pour Félix Tshisekedi, le thème de l'année à venir « *Capital humain et financier : principaux moteurs d'une industrialisation durable dans la région de la Sadc* », tel que proposé par la présidente entrante de la Sadc, la République d'Angola, devrait permettre à la Sadc de continuer à faire avancer l'agenda de l'industrialisation en développant, en mobilisant et en exploitant le capital humain et financier. « *Il nous incombe la tâche considérable de veiller sur les aspirations des citoyens de la Sadc, à savoir le bien-être économique durable, la justice et la liberté. Cela signifie donc que nous devrions déployer sans relâche nos énergies et canaliser nos ressources vers la réalisation des aspirations de nos fondateurs* », a indiqué le président sortant de la Sadc.

Patrick Ndingidi

MINES

La RDC et la Chine réfléchissent sur des orientations pour un partenariat fructueux

La République démocratique du Congo (RDC) et la Chine entendent mettre sur pied de nouvelles stratégies dans le secteur minier en vue de développer un partenariat gagnant-gagnant entre les deux pays au bénéfice de leurs populations.

La question a été récemment au centre d'une séance de travail entre le vice-ministre des Mines, Godard Motemona Gibolum qui a représenté le ministre de tutelle, Antoinette N'Samba Kalambayi, empêchée et les membres de la Commission nationale du développement et de la réforme, (CNDR) une institution chinoise qui pilote les investissements étrangers dans le secteur minier.

D'après M. Gao Jian, directeur général de la CNDR, cette rencontre a permis de fixer conjointement les orientations pour une bonne coopération dans le secteur minier. De son côté, le vice-ministre des Mines s'est dit favorable quant aux différentes propositions lui soumises par ses hôtes.

Le chef de la délégation de la partie chinoise a affirmé, en outre, que la CNDR tient mordicus à respecter les engagements pris par sa structure vis-à-vis des autorités congolaises pour que le partenariat gagnant-gagnant demeure le maître mot entre les deux parties.

Les deux parties se sont mises d'accord sur les prochaines étapes à parcourir et les orientations qui vont cimenter la coopération future aux côtés de la RDC, premier pays producteur de cobalt à l'échelle mondiale et troisième producteur de cuivre. Notons que la RDC est sur la voie de devenir bientôt le deuxième producteur de cuivre dans le monde.

Blandine Lusimana



La RDC et la Chine pour une coopération dans le secteur minier

DEVOIR DE MÉMOIRE

Les victimes des atrocités de l'Est réclament réparation

Dans plusieurs coins des territoires de Rutshuru, Nyiragongo et Masisi actuellement occupés par les rebelles du M23, des arrestations arbitraires ainsi que des exécutions extrajudiciaires sont devenues la règle. Nonobstant la documentation régulière des experts de l'ONU sur le sujet, la communauté internationale continue d'afficher un mutisme qui laisse perplexe tout esprit averti.

Cela fait plus d'une décennie depuis que les Congolais de l'Est se trouvent empêtrés, bien malgré eux, dans des guerres d'usure dont ils ne maîtrisent ni les tenants ni les aboutissants. Entre 1994 et 2003, les affrontements qui ont eu lieu principalement dans le Grand-Kivu entre factions armées et forces régulières ont causé, de manière directe ou indirecte, près de 5,4 millions de morts. Ces estimations produites en 2007 par International Rescue Committee intègre notamment l'après génocide tutsi (1994), la première guerre du Congo (1996-1997) et la deuxième (1998-2003).

Ces massacres et violations des droits de l'homme dont certains constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ont conduit plusieurs observateurs à créditer la thèse d'un génocide congolais. Thèse confirmée, plus tard, par le rapport «Projet Mapping» qui a eu à documenter les violations les plus graves des droits humains et du droit international humanitaire commises en République démocratique du Congo (RDC) entre 1993 et 2003, lesquelles ont toujours été minimisées. Reconnaître le génocide congolais le plus navrant est qu'aujourd'hui encore, on continue à massacrer impunément des pauvres civils, à



Des habitants fuyant les affrontements à Masisi

Ces massacres et violations des droits de l'homme dont certains constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ont conduit plusieurs observateurs à créditer la thèse d'un génocide congolais.

les exécuter arbitrairement, par balle ou à l'arme blanche, particulièrement dans les zones sous contrôle du mouvement rebelle M23.

Cette situation demeure alarmante avec des conséquences

graves sur la situation humanitaire dans la région. C'est ici que le «Genocost», une initiative mise en place depuis d'une dizaine d'années pour la reconnaissance du génocide contre les populations congolaises, trouve tout son

sens. Ce concept a été créé dans le but de lutter contre le silence, la minimisation, le déni de justice et l'oubli concernant les crimes graves commis en RDC. Genocost vise, par ailleurs, à sensibiliser en faveur du droit du peuple congo-

lais à la vérité, à la justice, aux réparations et à la prévention de la répétition de tels crimes. Et pour honorer la mémoire des victimes, une journée d'hommage aux victimes des violences sexuelles liées aux conflits et autres crimes graves a été instaurée dont la première a été commémorée, le 2 août, à Kinshasa.

La quête de la justice

Est-ce le début d'une construction de la mémoire collective autour des crimes commis depuis trois décennies en RDC ? En tout cas, l'on est tenté d'y croire. Le moment est venu de crier à l'injustice internationale. Au-delà des simples discours, le moment est venu d'engager un plaidoyer fort autour de la mise en place d'un tribunal pénal international pour le Congo comme dans les autres pays où il y a eu des massacres afin de juger tous les auteurs des crimes commis sur le sol congolais. En même temps, certains auteurs dont les crimes ont été documentés et qui occupent impunément des postes officiels devront être sanctionnés. Ces victimes qui, pour la plupart, ont subi une grande stigmatisation ajoutée à la douleur à la fois physique, morale et psychologique, attendent réparation.

Alain Diasso

ASSISTANCE

Caritas et le Fonds humanitaire de la RDC au chevet des déplacés

Au total mille quatre cent soixante ménages déplacés et familles d'accueil dans les zones de santé de Kenge et de Popokabaka dans la province de Kwango ont bénéficié de l'aide des deux institutions.

Chaque ménage a reçu du cash pour le loyer et un kit des articles ménagers essentiels (AME) composé d'une casserole, cinq gobelets, une louche, cinq cuillères, un couteau de cuisine, une pièce de pagne, une couverture, trois barres de savon, une bâche de 4X5m, un sac en polypropylène, un kit d'hygiène intime comprenant : un seau en plastique de trois litres, deux savons de toilette, un sachet de bande hygiénique, des sous-vêtements, un fil pour étalage.

Cette action s'est inscrite dans le cadre du Projet de réponse multisectorielle en abris et AME pour couvrir les besoins prioritaires et améliorer les conditions



Distribution des non-vivres aux déplacés de Kenge et Popokabaka

de vie des personnes vulnérables dans les provinces de Mai-Ndombe, Kwilu et Kwango en République démocratique du Congo (RDC) financé par le Fonds humanitaire de la RD Congo. :

Ces populations déplacées, qui ont fui les attaques des milices Mobondo à la suite des conflits fonciers opposant les tékés et les yakas, font face à plusieurs besoins et leurs conditions de vie sont déplorables.

A en croire, le chargé du projet au service de promotion de la solidarité et du partage à Caritas Congo ASBL, François Mbutshitshi Kasongo, cette assistance n'a couvert qu'une partie de la population des déplacés en besoin dans les trois provinces, à

savoir Kwilu, Kwango et Mai-Ndombe. « Il y'a un gap important dans d'autres secteurs qui n'ont pas été pris en compte à l'instar de l'eau-hygiène-assainissement, de l'éducation, de la nutrition, de la sécurité alimentaire, moyens de subsistance, etc. », a-t-il révélé tout en plaidant pour le retour de la paix dans ce coin du territoire national. « Il faut d'abord rétablir la paix dans ces trois provinces car la population en déplacement et celle qui accueille souffrent énormément », a-t-il martelé tout en recommandant aux acteurs humanitaires de porter aussi leur attention vers cette partie du pays.

Blandine Lusimana

LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS

AS Otohô affronte El Merreikh du Soudan ce dimanche

Après avoir échoué une fois de plus en finale de la Coupe du Congo, l'AS Otohô doit désormais se concentrer sur la Ligue africaine des champions, pour soigner les statistiques en compétitions africaines.

L'équipe championne du Congo qui n'a jamais disputé la phase de poules de la ligue des champions cherchera à briser ce plafond de verre. Un autre défi et non pas les moindres.

L'AS Otohô recevra le 20 août au stade Alphonse-Massamba-Débat le club soudanais d'El Merreikh, en match aller du premier tour préliminaire de la Ligue africaine des champions.

Des retrouvailles

Les deux équipes s'étaient affrontées pour la première fois dans cette même compétition le 29 novembre 2020 à Owando. Le club soudanais avait contraint l'AS Otohô à un nul d'un but partout à Owando, avant de lui imposer une défaite (2-0) à Omdurman. Les Soudanais qui s'entraînent à Kigali arrivent à Brazzaville ce vendredi.

Bien avant de les recevoir,



L'AS Otohô doit relever le défi de la qualification face à El MerreikhAdiac

l'AS Otohô a eu droit à une très belle opposition lors de la finale de la Coupe du Congo contre les Diablos noirs. Les Diablotins lui ont donné une véritable leçon de réalisme, symbolisant toutes ses dif-

ficultés à franchir un palier. Le manque de maturité, de l'expérience et la maîtrise des émotions peut être des ingrédients qui manquent peut-être au représentant congolais pour livrer des pres-

tations abouties dans la plus prestigieuse des compétitions interclubs de la Confédération africaine de football.

« Il faut qu'on tourne la page et pense à El Merreikh. Mais cette finale me rappelle

Cape Town où on prend une leçon de réalisme aussi. Sur l'ensemble des deux matches, nous avons trois ou quatre occasions de plus qu'eux... Il faut être plus tranchant et plus concentré », a souligné Julien Mette, l'entraîneur de l'AS Otohô.

La qualification se joue au match aller. Et l'AS Otohô doit l'emporter par un écart important avant d'aborder la manche retour avec un avantage psychologique conséquent.

En rappel, El Merreikh a déjà remporté la Coupe de la Confédération en 1989, alors qu'en six participations l'AS Otohô n'a jamais intégré la phase de poules de la Ligue des champions. Par deux fois, elle a été éliminée à la porte des poules pour être reversée à la Coupe de la Confédération et gagner sa place dans les groupes en 2019 et 2022.

James Golden Eloué

LA CARAVANE D'HISTOIRES

Lancement ce 18 août à Maroua

Le projet culturel et social congolo-camerounais « La caravane d'histoires » connaîtra son lancement ce 18 août dans la localité de Maroua au Cameroun à partir de 18h. L'ouverture se fera au rythme des spectacles de conte suivis de projections de films africains.

La caravane d'histoires est un projet culturel et social initié et codirigé par la Cie Nzonzi du conteur congolais Jules Ferry Moussoki et le Cinéma numérique ambulant Cameroun de Stéphanie Dongmo. « Le but de ce projet est de créer des espaces pour la transmission de la culture africaine, de partager et communier avec le public des villages et des quartiers défavorisés en ville souvent privé des arts et de la culture, de recueillir des besoins traditionnels des populations », a expliqué Jules Ferry Moussoki. A l'image des « mbongui » hier, la caravane d'histoires souhaite pérenniser les instants de joie sous le rythme des contes, des proverbes, projections de films d'Afrique et bien d'autres expressions artistiques. En effet, l'événement s'inscrit dans l'optique de la valorisation et de la dynamisation de la culture africaine qui a longtemps caractérisé les sociétés africaines, notamment par le partage et la transmission aux plus jeunes.

De façon itinérante, la caravane d'histoires se déroulera du 18 au 31 août dans les localités du Cameroun, du Tchad et du Congo par le biais de la route. La première localité au programme est Maroua, à l'extrême nord du Cameroun. « Dans cette localité de Maroua, nous y resterons du 18



au 22 août et le même 22 août nous partirons sur le Tchad où nous aurons des ateliers d'initiation au conte, des spectacles de contes et des projections de films suivis des moments de partage avec le public et professionnel du secteur», a confié le conteur congolais qui entend livrer le spectacle « Ntsiéto à de la Fièvre » à l'ouverture du festival. Selon Jules Ferry Moussoki, ce projet culturel et social permet aussi au public, enfants et

adultes, plus de deux-cents personnes attendues par séance, de se donner rendez-vous pour écouter, voir et partager leur culture traditionnelle et moderne à travers l'art et la culture. Les activités se dérouleront en français et en langues des localités visitées, avec des traductions lorsque cela s'avère nécessaire, pour permettre au plus grand nombre d'avoir accès aux propositions artistiques et culturelles.

Merveille Jessica Atipo

SCIENCE

La sonde russe Luna-25 a pris sa première photo de la surface lunaire

L'appareil spatial russe Luna-25 a pris sa première photo de la Lune après avoir atteint l'orbite lunaire, a fait savoir l'agence spatiale russe Roscosmos.

« La station automatique Luna-25 qui se trouve en orbite circulaire du satellite artificiel de la Lune, a pris des images de la surface lunaire à l'aide des caméras du système STS-L. L'image prise aujourd'hui à 08h23 (UTC+3) présente le cratère Zeeman au pôle sud, sur sa face cachée de la Lune », précise un communiqué du groupe.

Selon Roscosmos, le cratère Zeeman suscite beaucoup d'intérêt des chercheurs. La hauteur de ses murs se chiffre à 8 km au-dessus de son fond relativement plat.

« Qui plus est, la station automatique Luna-25 a effectué aujourd'hui des observations à l'aide des appareils Adron-LR et PmL, créés par l'Institut des recherches spatiales de l'Académie des sciences de Russie, et Aries-L, construit par l'institut en coopération avec l'entreprise Astron Elektronika. La sonde a mesuré les flots de rayons gamma émanant de la surface lunaire, ainsi que le plasma spatial et l'écosphère de gaz et de poussière en orbite lunaire », a ajouté le groupe.

La fusée porteuse Soyouz-2.1b avec la station automatique Luna-25 a été lancée depuis le cosmodrome de Vostotchny à 02h10 (UTC+3) le 11 août. L'appareil a corrigé sa trajectoire à deux reprises, le 12 août et le 14 août, a atteint l'orbite lunaire le 16 août et devrait se poser sur la surface de la Lune le 21 août.

La mission principale de Luna-25 sera de peaufiner la technologie d'atterrissage en douceur. La station pourrait devenir le premier véhicule à atterrir au pôle Sud de la Lune. Elle étudiera la structure interne du satellite et explorera les ressources naturelles, y compris l'eau, ainsi que les effets des rayons cosmiques et du rayonnement électromagnétique sur la surface de la Lune.

Les caméras installées sur l'appareil prendront en accéléré le moment de l'atterrissage et réaliseront un panorama HDR de la Lune et des images de la poussière pour l'étudier. Luna-25 effectuera des prises de vue préprogrammées et photographiera le satellite sur commande depuis la Terre.

IN MEMORIAM



Arrachée à l'affection de sa maman et de sa famille " Jolie nadine Massamba " s'en est allée; le voyage sans retour de sa fille unique pèse le poids de cette pensée Bakougo fille unique " Kiakou-Kiakou; Tiangana-Tiangana ".
 Béatrice Kwale prie toutes les personnes qui l'ont connue, estimée et aimée d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire " Repose en paix ".
 Pour le soutien multiforme reçu lors du rappel à Dieu de sa fille, elle témoigne une fois de plus sa gratitude à : madame Georgette Okemba et son époux, le conseiller spécial du chef de l'Etat Jean Dominique Okemba, au prophète des nations Carmel Otto Mbongo.

Maman Béatrice Kwale
 06 603 83 13-056087977

A VENDRE

- Plateau des 15 ans, Avenue Loutassi maison 300m²
- Lateau des 15 ans rue Madzia terrain nue
- Plateau ville, villa deux piscines 1033m²
- Centre ville (maison d'arrêt) villa 1200m²

Contact : Tél. : 05 301 21 90



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

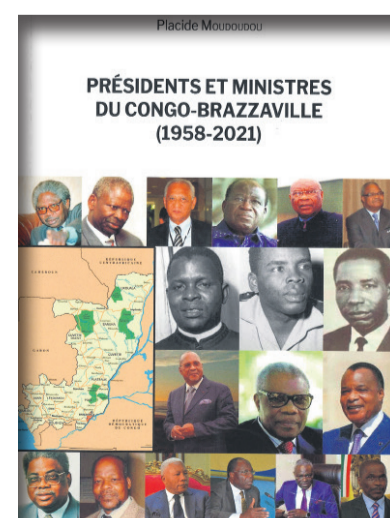
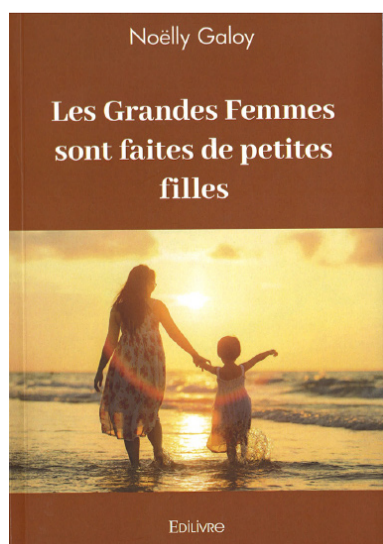
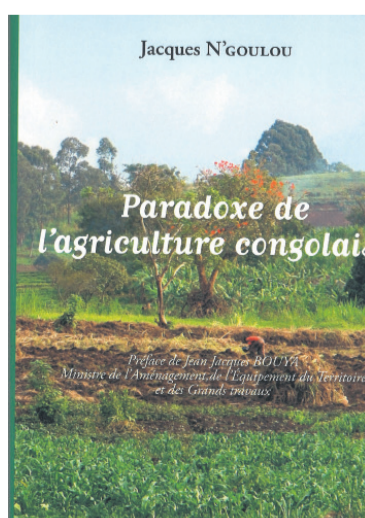
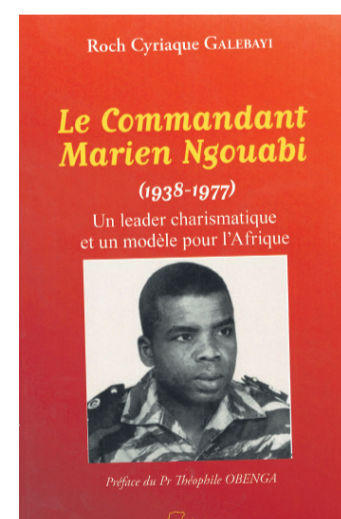
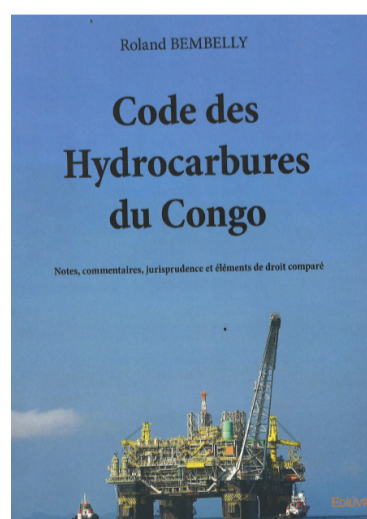
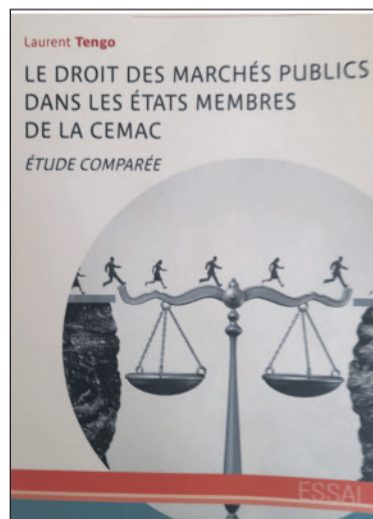
OU



SCANNEZ LE QR CODE



EN VENTE





LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gusso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

*Du Lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)*



SOLUTION :
Le mot-mystère est : **GIROUETTE**

E	E	O	D	S	A							
O	B	S	T	E	T	R	I	C	I	E	N	
O	C	N	E	I	G	E	U	T				
F	R	E	I	N	E	R	E	N	T	O		
G	N	O	U	A	S	S	A	G	I			
U	N	A	N	I	M	I	T	E	E	N		
E	R	S	E	T	I	E	N	N	E			
C	R	I	I	L	O	O	S	T				
S	A	V	O	N	N	E	E	T				
M	A	T	R	O	N	E	D	U	R	E		
J	E	D	I	O	U	R	D	I				
N	U	O	R	O	N	G	E	C	P			
S	C	I	E	R	I	D	E	A	L			
E	T	E	S	S	O	N	O	I	I			
E	P	E	E	B	E	N	I	N	S			

MOTS CASÉS 10X13 • N°166

2 LETTRES
AS - CI - ET - OR - OU - RE - RI - RU - UT - VU

3 LETTRES
ARA - CES - DES - ETE - EUS - EVE - MOT - ODE - ROI - RUE - RUT - USA - USE

4 LETTRES
ESSE - ILES - IRAI - NENE - OREE - OTEE - SEME - STAR - STEM - TSAR - UNIT

5 LETTRES
BEATE - BECOT - BRUTE - DIESE - ENTRE - EPIEE - IVRES - MILLE - RANCE - TONUS

6 LETTRES
CITONS - ENERVE - ETREE - LETTON - MENTES - MORMON - ODO-RAT - TIMBRE - TORCHE

P	R	E	P	R	O	M	P	T				
O	U	T	R	E	P	A	I	R				
U	R	O	U	G	E	N	O					
L	I	E	N	I	R	I	S	E				
P	U	G	I	T	A	N	N					
E	L	F	E	S	I	D	E	E				
E	U	B	U	U	N							
T	M	I	A	S	M	E	D					
A	M	E	N	E	U	S	S	E				
P	I	D	U	E	L	O	C					
E	T	H	E	R	O	R	N	A				
R	O	I	N	O	T	E	P					
A	N	C	R	E	S	A	G	E				

MOTS CASÉS 10X13 • N°166

VILLE DE POLOGNE SUFFISANTE
LIEU COMMUN ÉCOLE SUPÉRIEURE
ASSIGNONS À RÉSIDENCE CARDINAL
FOND DE BOUTEILLE BOISSON
BRILLÉ PREMIERS TRAITS
PASSIONNÉ MONTE DANS LA TIGE

ENDORMIR MISE DE CÔTÉ
COUP DE GUEULE
APERÇU AVÉRÉ

ABUS DE BOISSON
SYMBOLE DU RADON
HUILEUSE
TRAITEMENT SATURAIT
PILLAGE

METTRA SUR LE TRÔNE COLLE AU MUR
MOQUEUSE

OPPOSÉ AU VIN FAIT LES COMPTES
SOUS-VÊTEMENT COUPLE

BRINS D'ADN
ÉLÉMENT D'UNE SÉRIE ÉDUQUER
CURIE AU LABO CYCLE

FILET D'EAU CONJONCTION
VOITURE À CHEVAL RAYON DE LUMIÈRE

FEUILLETÉ AIR DÉCHAÎNÉ
PRÉNOM FÉMININ NOURRITURE DE BASE
BLONDE ANGLAISE LA MOITIÉ DU FILS
MONTICULE

RUMPRANT PAS VRAIMENT IMPORTANT
PARDONNE

PIÈCE DE HARNAIS
CHAMBRES POPULAIRES
POSSESSIF

• SOLUTION DE LA GRILLE N°61 •

5	9	7	8	4	6	1	2	3
4	8	2	3	1	9	5	7	6
1	6	3	2	5	7	4	9	8
3	5	6	4	9	8	7	1	2
9	7	4	1	6	2	3	8	5
2	1	8	5	7	3	6	4	9
7	2	5	9	3	1	8	6	4
6	3	9	7	8	4	2	5	1
8	4	1	6	2	5	9	3	7

• SOLUTION DE LA GRILLE N°70 •

7	3	2	9	8	6	5	1	4
5	1	9	3	4	7	6	2	8
8	4	6	2	5	1	7	3	9
1	7	5	4	9	3	2	8	6
3	2	4	1	6	8	9	7	5
9	6	8	5	7	2	3	4	1
2	5	1	6	3	4	8	9	7
6	8	3	7	1	9	4	5	2
4	9	7	8	2	5	1	6	3

MOTS CASÉS 10X13 • N°166

2 LETTRES
AS - CI - ET - OR - OU - RE - RI - RU - UT - VU

3 LETTRES
ARA - CES - DES - ETE - EUS - EVE - MOT - ODE - ROI - RUE - RUT - USA - USE

4 LETTRES
ESSE - ILES - IRAI - NENE - OREE - OTEE - SEME - STAR - STEM - TSAR - UNIT

5 LETTRES
BEATE - BECOT - BRUTE - DIESE - ENTRE - EPIEE - IVRES - MILLE - RANCE - TONUS

6 LETTRES
CITONS - ENERVE - ETREE - LETTON - MENTES - MORMON - ODO-RAT - TIMBRE - TORCHE

• SUDOKU • GRILLE N°62 • DIFFICILE •

	1	2	8	9				
		7	1					
7	2			8	4			
		8	4	6	1			
1							3	
		7	9	2	6			
8	1					9		5
		1	9					
3	5	7		4				

• SUDOKU • GRILLE N°71 • FACILE •

4	3		6					
	2	8	5	7	1			
6	3	4		9				
2	5	8			1			
		1	2	5				
7			3		2	8		
9	4	1		5				
	2	7	3	9	6			
	6			4		7		

SALON DES MÉTIERS DU BOIS

Le marché de l'artisanat africain ouvert à Brazzaville

La troisième édition du Salon des métiers du bois (Sameb) a été lancée, le 16 août, dans la capitale congolaise, par le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso. Au total, 105 stands sont animés par des artisans congolais au côté de leurs camarades béninois, camerounais, congolais de Kinshasa, malgaches et sénégalais...

Co-organisée par le ministère des Petites et moyennes entreprises (PME), de l'Artisanat et celui de l'Économie forestière, l'édition 2023 du Sameb se veut le plus important marché des produits artisanaux sur le continent et un rendez-vous des professionnels des métiers du bois. Pendant deux semaines, ces professionnels vont essayer de faire rêver les visiteurs par leur génie créateur, à travers des expositions et ventes.

Des visiteurs sont attendus au jardin des Droits de l'homme, à l'arrondissement 2, Bacongo, où se côtoient collectionneurs, spécialistes, simples acheteurs et autres anonymes. Plus de dix filières sont présentes à cette édition du Sameb, dont la décoration, la menuiserie, la bijouterie en bois, la vannerie, le garnissage, l'ameublement, les dénutries, la sculpture en bois et l'art floral.

De quoi satisfaire la coordinatrice du comité d'organisation, Emma Mireille Opa Elion, la directrice générale de l'Agence nationale de l'artisanat (ANA). « On ne saurait oublier les accessoires tels que les produits de la pharmacopée qui font du bien à nos esprits et nos corps, le tam-tam, la guitare, la flûte, la sanza, en somme les instruments de musique réalisés avec du bois qui rythment nos us et



Le Premier ministre coupant le ruban symbolique du Sameb/Adiac

coutumes », a-t-elle détaillé. Le marché de l'artisanat de Brazzaville est l'occasion non seulement d'admirer le génie créateur des artisans et les sous-métiers du bois, mais aussi de promouvoir ce secteur peu valorisé. L'évènement interpelle sur les défis actuels liés à la diversification économique, de faire prendre

conscience de la nécessité de soutenir les artisans, de répondre aux besoins des hommes et femmes qui travaillent le bois et de les sensibiliser à la problématique environnementale.

Pour les autorités, le Sameb est un moyen d'afficher sa politique en faveur du secteur artisanal pourvoyeur d'emplois

et d'attirer des partenaires étrangers. « Cette édition a un goût particulier, celui de promesse tenue, car le Sameb a été institutionnalisé et plusieurs activités de promotion et de valorisation de l'artisanat se sont réalisées grâce aux efforts du gouvernement au cours des deux dernières années »,

s'est félicitée la ministre des PME et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo.

Organisé pour la première fois en 2017, le Sameb vise à valoriser le bois, ses métiers et ses produits ; à revivifier la filière bois en vue de son inscription dans le processus de diversification de l'économie nationale. Il représente aussi un outil de diplomatie pour les autorités, car Madagascar a été choisi comme pays invité d'honneur. La ministre malgache de l'Artisanat, Sophie Ratsiraka, a prôné le partage de connaissances dans le domaine artisanal entre son pays et le Congo.

Fiacre Kombo

« On ne saurait oublier les accessoires tels que les produits de la pharmacopée qui font du bien à nos esprits et nos corps, le tam-tam, la guitare, la flûte, la sanza, en somme les instruments de musique réalisés avec du bois qui rythment nos us et coutumes »

63^e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DU CONGO

La fête célébrée à Abidjan



Fête de l'indépendance du Congo 2023, Abidjan, Côte d'Ivoire/DR

À l'initiative de l'ambassade du Congo en Côte d'Ivoire, l'Association congolaise pour la logistique et la Supply Chain - Acolog -, par sa représentation à Abidjan, en Côte d'Ivoire, a participé aux festivités du 15 août, date marquant, depuis 1960, l'anniversaire de l'indépendance de la République du Congo.

La cérémonie a été un moment agréable de partage, d'échanges et de convivialité autour de l'attachement à la République du Congo des compatriotes en résidence en Côte d'Ivoire.

Une occasion toute trouvée pour le bureau de l'Acolog de prendre attache avec les diplomates congolais en prélude à une rencontre au cours de laquelle elle présentera de manière solennelle ses missions.

Créée le 6 février 2016 à Dakar, au Sénégal, cette association professionnelle regroupe en son sein des professionnels congolais de la logistique et de la chaîne d'approvisionnement. Représentée en France, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Maroc et en Guinée, elle a installé son siège principal national dans la ville portuaire de Pointe-Noire le 26 décembre 2020.

Marie Alfred Ngoma